

BRESIL

ÉLECTIONS GÉNÉRALES 04.10.2026

Contexte, enjeux et points de vigilance

Un scrutin polarisé dans un contexte de tensions institutionnelles et sécuritaires

Le scrutin présidentiel du **4 octobre** (et du **25 octobre** en cas de second tour) apparaît comme très disputé. Il oppose le président sortant **Luiz Inácio Lula da Silva** (Parti des travailleurs, gauche), qui brigue un 4e mandat à la tête d'une large coalition, au sénateur **Flávio Bolsonaro** (Parti libéral, droite radicale), fils de l'ex-président Jair Bolsonaro, condamné pour tentative de coup d'État et actuellement assigné à résidence, dont il capitalise l'héritage politique. Les instituts de sondage divergent sur l'issue d'un potentiel second tour : *Datafolha* (24 septembre) place Lula en tête (47 % contre 45 %), quand *Paraná Pesquisas* inverse la tendance. Environ **18 % des électeurs restent indécis**.

Au-delà de l'élection présidentielle, les Brésiliens renouvelleront également les **513 députés fédéraux**, deux tiers du **Sénat fédéral**, les **27 gouverneurs** des États et du district fédéral, ainsi que les vice-gouverneurs et assemblées législatives des États fédérés. Plus de 21 000 candidats sont enregistrés au niveau national, dont un nombre record de candidats autochtones.

La campagne intervient dans un climat de **polarisation très forte** : les débats télévisés prévus fin septembre et début octobre ont été annulés ou restent incertains, les deux principaux candidats ayant refusé d'y participer. Elle se déroule également dans un **contexte géopolitique** marqué par des tensions commerciales et diplomatiques avec Washington (droits de douane américains additionnels imposés depuis 2025, désignation par les États-Unis de deux organisations criminelles brésiliennes comme « organisations terroristes »). Le 22 septembre, à la tribune de l'ONU, Luiz Lula a mis en garde contre les « **ingérences étrangères** » dans le processus électoral.

Sur le plan institutionnel, la **légitimité de la Cour suprême fédérale**, appelée à voir jusqu'à 4 de ses 11 juges nommés par le prochain président, est directement questionnée par une affaire de corruption bancaire (dossier dit « Banco Master ») et par une crise interne opposant deux de ses juges. Ce climat s'ajoute à une **porosité documentée entre criminalité organisée et vie politique**, en particulier dans l'État de Rio de Janeiro, qui interroge la robustesse du processus électoral.

Calendrier électoral

- 
Jusqu'au 4 octobre
 Fin de campagne — risque de désinformation ou de contestation numérique en amont du vote
- 
4 octobre — 1er tour
 Restrictions de circulation, mouvements de foule et mesures de sécurité spécifiques à prévoir
- 
5 – 24 octobre — entre-deux-tours
 Nouvelle période de campagne avant un éventuel second tour, avec risque d'appels à manifester, calendrier spécifique pour les débats/meetings politiques et la diffusion de clips de campagne
- 
25 octobre — 2e tour
 En cas de second tour, de nouveaux rassemblements, ainsi que des mesures de sécurité et restrictions de déplacement sont à anticiper
- 
Jours suivant l'annonce des résultats
 Fenêtre sensible, mobilisations partisans possibles, débordements et contestation potentielle à ne pas exclure (précédent du 8 janvier 2023)
- 
5 janvier 2027 — Investiture
 Prise de fonction du président élu pour un mandat de 4 ans, cérémonie à Brasília, sécurité renforcée

Des enjeux électoraux stratégiques

Les enjeux politiques

Ce scrutin constitue un test pour la stabilité politique du pays, dans un contexte de campagne marquée par l'annonce, à moins d'un mois du premier tour, d'une **hausse de 15 % de l'allocation sociale Bolsa Família**, mesure contestée par l'opposition qui y voit un usage électoral des finances publiques. Le **vote évangélique**, dont la capacité de mobilisation avait été déterminante en 2022 (75 % de ce segment en faveur de Jair Bolsonaro au second tour), pourrait à nouveau peser sur l'issue du scrutin.

La **composition du Congrès** (Chambre des députés, Sénat) sera par ailleurs déterminante pour la capacité de gouvernance du futur exécutif fédéral, quel que soit le vainqueur.

Les enjeux sécuritaires

Depuis une décision du Tribunal supérieur électoral (2024), ayant ouvert un précédent, une **candidature peut être contestée pour soupçons de liens avec le crime organisé**, sur la base d'indices et sans attendre une condamnation définitive. Dans l'État de Rio de Janeiro, 14 des 24 candidatures ainsi contestées au niveau national sont recensées. Des bureaux de vote y ont été déplacés, situés en zone sous influence de groupes criminels, avec un transport des urnes parfois effectué sous escorte. À l'échelle du pays, un examen mené par *Reuters* a en outre recensé au moins 20 décisions de rejet de candidatures dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, sans que les candidats aient été condamnés.

Le précédent du **8 janvier 2023** (assaut des institutions à Brasília) fait par ailleurs planer une incertitude sur la gestion d'une éventuelle contestation des résultats, en particulier dans l'hypothèse d'un second tour serré le 25 octobre.

Enfin, l'**affaire Banco Master** (enquête pour corruption impliquant des gouverneurs, des parlementaires de plusieurs bords, dont un sénateur du parti au pouvoir, et un ex-ministre) a également mis en cause le candidat Flávio Bolsonaro et le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes, alimentant une crise interne à cette institution.

RISQUES A ANTICIPER

- Mouvements de foule et rassemblements politiques denses autour **des 4 et, le cas échéant, 25 octobre**
- Vigilance particulière dans **les zones où des incidents ont déjà été signalés en période électorale** (candidatures contestées, bureaux de vote déplacés dans l'État de Rio de Janeiro notamment)
- Climat social autour d'une **éventuelle contestation des résultats**, sur fond de précédent de janvier 2023
- Possibles campagnes de **désinformation** ou de **contestation numérique du résultat** sur les réseaux sociaux dans les jours suivant le scrutin

RECOMMANDATIONS

- **Adapter les déplacements professionnels** autour des dates de scrutin dans les zones sensibles
- Anticiper un **renforcement ponctuel des mesures de sécurité** (contrôles, restrictions de circulation) aux abords des sites sensibles, notamment lors de l'annonce des résultats
- **Suivre l'actualité sécuritaire locale** via des sources officielles et fiables